

« front le sceau de la honte et de la bassesse. — A. L. de Santa-Anna. »

Le 10 janvier 1857, il écrivait également de Carthagène... « L'infortuné Mexique continue d'être le jouet des malfaiteurs qui dirigent ses destinées; le désordre croît de jour en jour, et l'anarchie qui en est sa conséquence conduira ce pays à la ruine et à la dégradation, si un effort suprême de la classe riche et réfléchie ne s'oppose pas au torrent de l'immoralité qui a débordé là-bas. Mon cœur se déchire en pensant à ce cumul de malheurs qui pèsent sur ma patrie, et plus encore à cet égoïsme, à ce manque de patriotisme et de bonne foi de ces hommes desquels la nation devrait espérer sa tranquillité. »

« Elle est triste, en effet, dit-il dans une autre lettre datée de Turbaco, 10 mars, la situation du Mexique, victime de la démagogie la plus effrénée. Puebla a succombé après une lutte aussi longue que héroïque. Le général Orihuela qui la défendait a été fusillé par les bandits de Pueblita... Le 10 du mois dernier, les brigades d'Echeagaray et de Rosas Landa se sont prononcées à San-Luis Potosi. Manuel Calvo est le chef de ce mouvement. Le général Blancarte vient de se prononcer à Tepic... De nombreux détachements de troupes parcourent le pays en propageant la réaction de tous les côtés, et le gouvernement moribond des démagogues succombera promptement. — A. L. de Santa-Anna. » —

La situation n'était point exagérée par l'ex-dictateur. Le radicalisme triomphait complètement dans la rédaction de la nouvelle constitution qui n'était point encore proclamée, l'armée du gouvernement se battait sans cesse contre les insurgés, dans différentes directions, et ne remportait pas toujours la victoire; le 9 avril, l'archevêque de Mexico fut emprisonné dans son palais, et les chanoines qui protestaient contre la vente des biens ecclésiastiques ou conspiraient contre le pouvoir furent incarcérés; des contributions sur le revenu furent imposées à tous les propriétaires;

Campêche et Colima se prononcèrent aussi contre le gouvernement; un privilège onéreux fut concédé à la « Compagnie Louisianaise de Tehuantepec » pour l'ouverture d'un chemin interocéanique à travers l'Isthme, l'université de Mexico fut supprimée; le ministère donna sa démission en masse; D. Juan Alvarez s'empara de Chilapa et le général Thomas Mejia, prononcé contre Comonfort, occupa Queretaro; enfin, le 1^{er} décembre 1857, la nouvelle constitution fut promulguée et Comonfort déclaré président constitutionnel. A peine cette constitution voulut-elle fonctionner, qu'elle montra tous ses vices et mit à nu ses impossibilités d'application. Elle devint le signal de l'anarchie la plus universelle, et fut suspendue peu de temps après sa promulgation. Juarez, l'un de ses plus ardents promoteurs, voyait son œuvre mourir en naissant.

Le général Osollo et le père Miranda préparèrent une nouvelle révolution. Comonfort comprit que le moment des demi-mesures était passé, mais manquant d'énergie, il laissa prendre l'initiative au général D. Felix Zuloaga, qui commandait la brigade de Tacubaya. Le 16 décembre 1857, Zuloaga publie un plan; à la tête de ses troupes il occupe les principaux points de la capitale; des salves d'artillerie annoncent que la constitution de 1857 a cessé de régir la république; Comonfort est déclaré dictateur, Juarez est arrêté et mis provisoirement en prison. Une partie du Mexique se prononce pour le plan de Tacubaya, une autre partie se prononce en faveur de la constitution qui n'existe plus, les autres États restent indécis, ne sachant quel parti prendre. Un nouveau congrès devait se réunir dans les trois mois pour voter une nouvelle constitution, l'incroyable consommation qu'on en faisait, prouvait dans quelle médiocre estime on tenait ce code de l'ordre et de la régularité des pouvoirs.

Ce coup d'État avait été décidé par le ministre Payno qui craignait les irrésolutions du président. Payno avait invité le général Huerta qui commandait à Morelia et le général

Parrodi qui commandait à Guadalajara à seconder le mouvement; mais ces généraux s'y refusèrent et dénoncèrent le projet du ministre qui fut obligé de précipiter les événements pour ne pas être accusé de vouloir déchirer la constitution de 1857. La conversion de Comonfort au parti conservateur modéré paraissait trop douteuse pour que ce parti pût s'appuyer sur lui; on voulut alors renverser le président, comme on avait renversé sa constitution. Le 10 janvier 1858, le général Parra, lieutenant de Zuloaga, se mit à la tête d'un pronunciamiento pour réformer l'acte du 16 décembre, décréta la déchéance de Comonfort et chargea le général Zuloaga de sauver la patrie. La garnison de la citadelle se rallia au mouvement; les généraux Osollo, Miramon, Conde et autres le secondèrent. Mais Comonfort, auquel se rattachaient les dernières espérances du parti démocratique, avait conservé des partisans énergiques. Le combat s'engagea dans les rues; la lutte entre les deux partis fut opiniâtre et sanglante. « Dans cette confusion, disaient les journaux de cette époque, le général Santa-Anna apparaît comme l'ancre de salut de la nation, dont la majorité tourne les yeux vers lui; car, malgré ses fautes, il est bien préférable à des hommes tels que Comonfort et Juarez, dont les noms, moins le talent, rappellent ceux de Robespierre et de Marat, et dont les actions ressemblent assez à celles de ces messieurs en 93. » Il fut, en effet, appelé; mais Comonfort avait été chassé de la présidence le 21 janvier, et Santa-Anna, en route pour le Mexique, s'arrêta à San-Thomas en apprenant qu'un gouvernement régulier était installé à Mexico. On voit comment Comonfort, nommé président substitut en 1855, et chassé de Mexico en 1858, avait reçu le fauteuil de la présidence par la constitution de 1857, comme le dit M. de Keratry dans son plaidoyer romantique publié par la *Revue contemporaine*. L'auteur ignorant l'histoire du Mexique, a pris la chute de Comonfort pour son avènement au pouvoir.

Une lettre du général Corona, ancien ministre de la guerre,

donne sur cette révolution les détails suivants : — « La brigade de Zuloaga, craignant que D. Ignacio Comonfort ne se remit entre les mains des démocrates purs — *puros* — à cause des rumeurs par lesquelles on disait qu'il voulait déléguer la présidence de la république à Juarez, Zuloaga s'empara de la citadelle de San-Domingo et d'autres points importants de la capitale; il fut acclamé chef du mouvement et présent héritier de Comonfort. Les conséquences furent plusieurs combats dans cette même capitale, beaucoup de malheurs, pendant plusieurs jours, la nomination de Zuloaga à la présidence, faite par une partie des notables de la ville, et l'abandon du pouvoir par Comonfort. Celui-ci se trouve maintenant à Jalapa, attendant sa famille pour descendre à Vera-Cruz s'embarquer.

« Le ministère de Zuloaga se compose de la manière suivante : aux affaires étrangères, D. Luis Cuevas, plus tard il fut remplacé par D. Joaquin Castillo y Lanzas; — à la justice, D. Manuel Larrainzar, il eut pour successeurs D. Hilario Elguero et le P. D. Francisco Xavier Miranda; — à l'intérieur, D. Hilario Elguero, remplacé depuis par D. Juan Manuel Fernandez Jauregui; — aux travaux publics, D. Juan Hierro y Maldonado; — aux finances, D. Juan Hierro y Maldonado, qui céda sa place à D. Manuel Peña y Cuevas, et D. Pedro Jorin; — à la guerre, le général D. José de la Parra, puis D. José Maria Garcia. Le plan modifié de Tacubaya gouverne maintenant à Mexico et sur plusieurs points du Mexique. Le premier plan de Tacubaya est adopté à Tampico, au Sinaloa, à Durango, à Tabasco et dans quelques localités de S. Luis Potosi. Oajaca — Tampico, voulait-il dire, sans doute, — tient pour Moreno qui l'occupe à main armée, ignorant sous quel drapeau il se rangera définitivement. Guanajuato, Jalisco, Vera-Cruz, reconnaissent la constitution de 1857, et Juarez pour président qui, se trouvant à Vera-Cruz, a pareillement nommé son ministère, et, pour compléter la confusion, La Llave veut se mettre à Zamora, en dehors de toute

obéissance, tandis qu'Iglesias et d'autres personnes veulent profiter de ce désordre pour faire un mouvement en faveur de Robles.

« Par cet exposé, vous reconnaîtrez l'état d'anarchie absolue dans laquelle se rencontre notre malheureuse patrie où règnent tous les élans et les aspirations des partis. Dans la capitale, la combinaison actuelle est tout à la fois conservatrice et modérée. Parmi les décrets importants du nouveau pouvoir, figure celui de la restitution des biens du clergé et des droits ecclésiastiques et militaires. Il paraît que le triomphe de la réaction et ses premières dispositions ont été reçues à Mexico avec une joie proportionnée au profond dégoût avec lequel on souffrait le désordre, les scandales et l'arbitraire sans mesure des soi-disant libéraux. — Ant. Corona. »

Ce tableau peint fidèlement la situation. Juarez s'était évadé; retiré d'abord à Queretaro, il déclara qu'il ne s'associerait jamais à ceux qui avaient répudié la constitution de 1857; il demeura quelque temps à Guanajuato, puis à Guadalajara où il fut incarcéré de nouveau avec le ministère qu'il s'était formé à Queretaro. Rendu à la liberté par Carlos Landa, il se mit en route pour Colima, et termina le 24 mai ses pérégrinations, auxquelles il paraissait destiné, en débarquant à Vera-Cruz pour y fonder un gouvernement qui s'intitula *constitutionnaliste*. Juarez agissait de la sorte en prolongeant, de sa propre volonté, son ancien titre de vice-président. Parrodi, Doblado et Vidaurri, maîtres de Guadalajara, Guanajuato et Monterey, ne se prononçaient pour personne. Cette conduite ne parut pas légale au corps diplomatique qui reconnut la légitimité du gouvernement de Zuloaga, même les États-Unis envoyèrent un représentant à Mexico auprès du nouveau président.

Juarez débuta par imposer un emprunt forcé de trois millions sept cent mille francs, aux États qui reconnaissaient encore la constitution de 1857. Zuloaga comprit qu'il devait briser au plus tôt le gouvernement nominal de Juarez et les

généraux alliés contre lui, afin de faire cesser une situation insoutenable. Il reconstitua donc l'armée et la porta en quelques jours au chiffre de quinze mille hommes. Parmi les chefs de cette armée, le plus populaire et le plus habile était le jeune général Miramon, soldat actif, entreprenant, infatigable, qui avait su inspirer une confiance sans bornes aux troupes qu'il commandait. Il fut chargé, avec le général Osollo, d'opérer dans le nord contre les généraux Parródi et Doblado, tandis que le général Echeagaray prendrait une autre direction et que Villareal marcherait contre Alvarez, également en hostilités ouvertes avec le successeur de Comonfort. La lutte allait être vive et sanglante; elle allait prendre ce caractère barbare qu'elle avait eu pendant les guerres de l'indépendance et qui devait se continuer jusqu'en 1867.

Une lettre d'un de mes amis, datée du 18 avril 1857, donne sur les événements de cette époque des détails que je dois reproduire. — « On vient de découvrir deux conspirations de Vidaurri : l'une à S. Luis Potosi, et l'autre à Guadalajara. Tous ceux qu'on a pris ont été fusillés. Le 22 mars, le vaillant général Manero a été fait prisonnier et fusillé avec tous ses officiers. Attaqué à Zacatecas par le bandit Zuazua, trois mille hommes et douze pièces d'artillerie, il s'est battu avec ses huit cents hommes pendant trente-huit heures, sans s'arrêter une minute. Sa dernière cartouche étant brûlée, il se jeta à la baïonnette sur les bandits, en fit un carnage épouvantable, perdit trois cents hommes et fut fait prisonnier avec ce qui lui restait. Il a été fusillé le 30. Parmi ses officiers supérieurs restés avec lui se trouvaient Carlos Landa que vous avez connu à Matamoros et qui se prononça à Guadalajara; ayant pris Juarez et tout son cabinet, il leur sauva la vie, ne voulant pas qu'on les fusillât. Cet acte de générosité et ses blessures n'ont pas trouvé grâce devant ses bourreaux. »

Ce Zuazua s'empara de S. Luis Potosi le 30 juin. Il fit massacrer quatre cents défenseurs de cette ville, fusiller vingt-sept personnes notables, mettre en chapelle deux cents

autres pour être passées par les armes, et assassiner à domicile beaucoup d'Espagnols. Les négociants de Zacatecas offrirent cent mille francs à Zuazua pour sauver la vie de Manero; mais Vidaurri, chef de l'insurrection dans cette partie du Mexique, en exigeait cinq cent mille et la remise de S. Luis Potosi qui n'était pas encore au pouvoir de son lieutenant. Après le sac de S. Luis Potosi, Vidaurri marcha sur Mexico; alors Zuloaga remit temporairement le pouvoir à un triumvirat composé des évêques Madrid, Munjia et du P. Miranda pour se placer à la tête des troupes de Miramon qui se retirait sur Lugos.

Dans une autre lettre datée du mois de juillet, je retrouve des détails historiques trop importants pour être passés sous silence. — « Le président Zuloaga, me dit-on, est dans une mauvaise situation; le général Santa-Anna est son cauchemar. Peu de réactionnaires ont été employés par lui; ils ne veulent pas l'être... Une dépêche télégraphique nous apprend que Parrodi a esquivé le combat attendu hier, en quittant brusquement Celaya. Osollo a occupé cette place à une heure de l'après-midi et poursuit activement Parrodi. Les brigades de Casanova et de Mejia le suivent de très près. Je crains que ce ne soit un stratagème de Parrodi pour disperser nos troupes et les battre en détail.

« Le général Zuloaga continue à nous décourager et nous attendons avec impatience le retour de Santa-Anna.... L'évêque Munjia travaille activement contre Santa-Anna; il a eu plusieurs conférences avec les libéraux; si on lui donne des garanties, il se jettera dans leurs bras. Vous n'ignorez pas que notre clergé est très égoïste. Osollo vient de battre à Salamanca Parrodi et Doblado qui se dirigent vers Guadalupe. »

Le clergé mexicain apprit bientôt à ses dépens que le prêtre qui sacrifie le bien public à ses intérêts pécuniaires est puni de Dieu par son côté sensible; mais les leçons qu'il reçut sous Comonfort et sous Juarez ne le corrigèrent pas. Si Zuloaga avait aussi peur de Santa-Anna, c'est que l'on fai-

sait de très grands efforts pour décider l'ex-dictateur à revenir au Mexique. Une lettre du 6 mars 1858 nous apprend même qu'il quitta Carthagène: — « Pour céder aux instances de mes amis, dit-il dans cette lettre, qui me prient de me rapprocher de la république, je prendrai ce même paquebot pour aller à Saint-Thomas. » — Un nouveau projet, plus encore que le respect pour le gouvernement régulier installé à Mexico, décida Santa-Anna à différer son retour au Mexique. Les Mexicains conservateurs, exilés à la Havane ou de passage dans cette ville et quelques riches Espagnols résolurent d'envoyer dans le Yucatan deux mille hommes, recrutés dans l'île, équipés, expédiés aux frais des conservateurs espagnols ou mexicains résidant à la Havane et ailleurs. Cette expédition de volontaires, organisée par souscription à l'instar de celles qui s'organisaient si fréquemment aux États-Unis, devait naturellement combattre sous le drapeau mexicain. Dans une lettre secrète, datée de Saint-Thomas 30 juin 1858, l'ex-dictateur dit à ce sujet :

« La république, comme nous le voyons tous, combat inutilement pour étouffer l'anarchie qui la dévore et rétablir l'ordre et la paix, parce que depuis tant de temps de cruels sacrifices, ses ressources sont anéanties. A cause des circonstances, je crois que nous ne devons pas rejeter les éléments étrangers qui nous sont offerts, et sans lesquels il est impossible de conquérir de tels biens. J'ai accueilli avec enthousiasme le projet de ce secours pour ma pauvre patrie, et je crois que nous ne devons pas perdre un instant pour l'exécuter, le moment était très opportun. Les partis, fatigués, abattus après une lutte de trois ans, effrayés par le sombre spectacle de nouvelles guerres encore plus sanglantes et plus terribles, dont la fin ne saurait être prévue, s'accrocheront avec plaisir à n'importe quelle planche de salut qu'ils trouveront, à n'importe quel secours qui leur présentera l'espérance d'être délivrés du naufrage qui menace non seulement leur vie et leur propriété, mais encore leur existence politique, la patrie et leurs fils.

« Je suis certain que le cri de rédemption poussé dans la république par des individus qui ne partagent pas les ambitions et les rivalités engendrées dans son sein, étrangers aux haines, aux vengeances des partis qui se combattent avec un barbare acharnement, sera répété avec enthousiasme dans tous les coins; les files des loyaux défenseurs de sa cause, augmentées de tous les bons Mexicains, et jusqu'aux timides, aux irrésolus qui n'osent lever le front, le répéteront partout. L'exemple de ceux qui vont exposer leur vie sans autre objet que la paix d'un peuple qui se trouve incapable de la conquérir lui-même, sera suffisant pour ranimer l'amour de la patrie qui paraît éteint. — A. L. de Santa-Anna. »

Cette lettre qui semble écrite trois ans plus tard, en vue de l'intervention française, indique que les volontaires seraient espagnols, Santa-Anna détestant trop les Américains pour les encourager à intervenir de nouveau au Mexique. J'aurais été tenté de croire que ce projet d'intervention se reliait au plan de 1853, combiné avec l'Espagne pour rétablir la monarchie au Mexique, mais il n'en est rien. Le gouvernement espagnol n'intervenait en aucune façon dans ce projet dont l'initiative et l'exécution se devaient uniquement à de riches particuliers du Mexique et de l'île de Cuba. Santa-Anna voulait confier au général Woll l'organisation, l'instruction, l'équipement et la descente au Mexique de ce corps de deux mille hommes. Dans une lettre datée du 15 juillet, il lui expose ses vues pour empêcher que la situation actuelle de sa patrie ne la fasse « devenir la proie de l'odieuse Yankee »; il lui annonce de nombreuses adhésions mexicaines au projet dont il est ici question, et nomme particulièrement monseigneur Labastida. Le 29 juillet il lui écrivait de nouveau : « la garantie de monseigneur Labastida sera suffisante pour les maisons qui prêtent de l'argent. » Ce projet n'eut pas de suite, parce qu'on voulait qu'en tête de la liste de souscription Santa-Anna mit son nom pour cinq cent mille francs; il refusa, disant que ses propriétés ayant été saisies au Mexique, il lui était impossible de don-

ner une somme aussi élevée. Était-ce vrai? était-ce par avarice qu'il ne voulait pas souscrire? je n'en sais rien.

Au Mexique, on se rappelle que Vidaurri, en apprenant le sac de S. Luis Potosi, se dirigea de Monterey sur Mexico; arrivé à S. Luis Potosi, il s'y reposa quelques jours. Je trouve des détails sur son armée dans une lettre datée du 12 septembre, écrite par un colonel mexicain... « D'un moment à l'autre, dit-il, le général Miramon va se rencontrer avec Vidaurri, descendu en personne à S. Luis Potosi : ses forces se composent de cinq mille hommes et de trente-trois pièces de canon; celles de Miramon s'élèvent à six mille hommes et quarante-trois pièces de canon. Depuis la bataille de Santa-Anita, livrée le 2 juillet, nous n'avons pu nous battre avec Nuñez, Blanco ou Degollado qui se sauvent toujours. Le général Casanova a été battu par les troupes insurgées à la bataille de Cuevitas... Au second siège de Guadalupe, les libéraux s'emparèrent définitivement de la ville, fusillèrent le général Blancarte et tous les officiers supérieurs. »

Un mois après, les troupes du gouvernement triomphaient à peu près sur toute la ligne, comme nous l'apprend une lettre de Santa-Anna, datée de Saint-Thomas, 17 octobre 1858. « J'ai éprouvé, dit-il, une grande satisfaction en apprenant que Miramon a mis en déroute Vidaurri; je pressentais ce triomphe et me réjouissais d'avance des heureux résultats de cette journée. La face de la république a changé complètement malgré l'échec souffert par Casanova, sans doute par quelque mouvement imprudent. Mais j'espère que Blancarte remédiera à ce mal, et que le général Miramon ira à son secours. »

L'exécution de Blancarte n'empêcha pas les généraux Miramon, Woll et Mejia de battre les troupes insurgées dans presque toutes les grandes rencontres. Mejia avait défait dans les montagnes de Santa-Rosa l'armée d'Arteaga. Le colonel Cobos avait battu, à Maravatio, Pueblita, Lamberg et Iturbide. A. Silao, Doblado vaincu par Miramon, déposa les

armes à la suite d'une convention, et ses troupes passèrent dans les rangs de celles du gouvernement. Guanajuato et le Yucatan se prononcèrent pour Zuloaga; la brigade du général Negrete se prononça dans le même sens. Marquez s'empara de Zacatecas. Le 14 décembre, Miramon battit de nouveau Degollado et remplaça Guadalajara sous l'autorité du gouvernement.

Les Américains, désireux d'exploiter à leur profit la pénurie du trésor mexicain, firent au président Zuloaga, par l'intermédiaire de M. Forsyth, des propositions sous l'apparence généreuse desquelles se cachait mal l'intérêt particulier qui les déterminait. M. Forsyth proposa au gouvernement de Mexico des avances en numéraire; il demandait en retour que l'on consentit à céder aux États-Unis, sous la forme illusoire d'une rectification de frontière, une partie des territoires du nord; enfin, il réclamait pour la compagnie concessionnaire de Tehuantepec, des privilèges nouveaux. Le cabinet de Mexico répondit par un refus. M. Forsyth ne dissimula pas son mécontentement, et la prétendue générosité des Américains se dissipa comme la fumée. Le gouvernement de Washington n'ayant pas réussi à démembrement de nouveau le Mexique, comme il l'avait fait sous les gouvernements libéraux, pensa qu'il serait plus heureux avec Juarez; mais pour traiter avec Juarez, il fallait reconnaître ses prétentions, ses droits à la présidence; ce n'était pas possible pour le moment, puisque les États-Unis avaient au contraire reconnu la légitimité de l'élection de Zuloaga, il fallait donc attendre la chute du président pour reconnaître Juarez et traiter avec lui. On attendit.

Zuloaga, pour avoir de l'argent, eut recours aux moyens ordinaires et décréta un emprunt forcé qui frappa les étrangers aussi bien que les nationaux. Les ministres des puissances étrangères se plaignirent amèrement, comme ils se plaignaient toutes les fois que le gouvernement mexicain appliquait la loi commune à leurs nationaux; mais leurs réclamations allèrent grossir le faisceau des anciens griefs

méconnus, sinon oubliés. L'Espagne était, de toutes les puissances européennes, celle qui avait les plus grands motifs de mécontentement, soit à cause de la suspension du paiement des intérêts des crédits espagnols, soit à cause des massacres de San Vicente et de Cuernavaca. Mais les conditions dans lesquelles se trouvait le gouvernement espagnol lui-même ne lui permettaient pas de donner à ses réclamations toute l'efficacité qu'exigeaient les préjudices causés aux sujets espagnols résidant au Mexique et les insultes faites au drapeau de Castille. O'Donnell savait qu'une expédition contre le Mexique pouvait lui donner la popularité nécessaire à la consolidation du cabinet dont il était président. Le général Prim s'éleva beaucoup au sénat contre l'intervention au Mexique; il fit mieux: il tâcha de justifier les Mexicains.

« Je déduis de tout cela, dit-il à la tribune, que la nation mexicaine a été et est encore dans son droit en ne payant pas... J'ai démontré encore que la nation mexicaine ne peut être responsable des crimes commis par une horde de bandits, et que la justice a donné satisfaction à l'Espagne en condamnant huit des assassins qui ont pu être pris jusqu'ici. » Je serais très tenté d'être de l'avis du général Prim dans ce qui concernait la dette espagnole, car M. Gutierrez de Estrada avait, lors de la publication de la loi sur les étrangers, donné des détails les moins édifiants sur les transactions financières des étrangers avec la république mexicaine.

Les gouvernements européens avaient tort de se rendre solidaires de la conduite de leurs nationaux dans ces circonstances. En effet, ces sortes de transactions étaient tellement aléatoires que les capitalistes prêtaient toujours leur argent à courte échéance et à 100 pour 100 de bénéfices environ, de manière à couvrir de suite le premier capital prêté, par des combinaisons de douanes, de change, etc., et à n'exposer le capital des autres échéances que sous des conditions onéreuses pour le Mexique et très avantageuses pour le contractant. En donnant au Mexique la responsabilité des gouver-